

Martin Billaud

-1-

**Trame d'intervention de Pierre Mauroy
Honfleur
15-III-1997**

Ma présence parmi vous à Honfleur

- La France occupe désormais la triste place de lanterne rouge de l'Union européenne en ce qui concerne la représentation des femmes au Parlement. La droite se contente de déplorer cette situation et d'organiser un débat à l'Assemblée nationale. Le parti socialiste, lui, s'est décidé à agir en réservant aux femmes 165 circonscriptions : celle de Honfleur fait partie de celles-là et je suis heureux d'y faire ma première réunion.

- De surcroît, la candidate socialiste est Marie-Rose Koro. Ayant travaillé avec elle, je connais son dynamisme et je suis heureux de venir soutenir l'une des représentantes de la nouvelle génération !

- J'ajoute que dans cette circonscription, Marie-Rose Koro a obtenu 48% en décembre 1995. C'est un score prometteur ! En engageant dès maintenant une campagne active, à l'écoute des citoyens, je suis convaincu qu'il est possible de faire mieux encore et -pourquoi pas ?- de créer la surprise. Ce serait une belle surprise pour la gauche dans une circonscription considérée longtemps comme une terre de mission.

-2-

Les priorités économiques et sociales.

Nous sommes dans une situation très différente de celle des années précédentes : l'inflation est vaincue; le commerce extérieur est largement excédentaire; le franc est stable... Il faut à la fois maîtriser les déficits - ce que le gouvernement ne fait pas, contrairement à ce qu'il dit - et retrouver la croissance - dont la faiblesse est propre à l'Europe et en particulier à la France.

Avec un objectif vraiment prioritaire : la réduction du chômage. Et trois leviers :

1) 700 000 emplois pour les jeunes en deux ans

1) Pourquoi c'est une priorité : il faut bien être conscient qu'il existe aujourd'hui un problème spécifique de la jeunesse.

La France, qui bénéficie d'une démographie plus dynamique que ses voisins, est l'un des pays qui a le plus retardé l'âge auquel les jeunes entrent sur le marché du travail.

- Et pourtant, un jeune actif sur quatre est à la recherche d'un emploi et lorsqu'il finit par en trouver un, c'est presque toujours sur un poste pour lequel il est sur-qualifié - et donc sous-payé - et avec un contrat précaire.

-3-

- Ainsi, en quelques années, le niveau de vie des moins de vingt-cinq ans a baissé de plus de 15% ; en une décennie, le nombre de pauvres de moins de trente ans a quasiment doublé. Et, pour la première fois aujourd'hui, la génération née en 1970 débute dans la vie avec un niveau voisin de celui de la génération née en 1950.

- L'espoir de voir la vie s'améliorer, génération après génération, se transforme bien souvent en inquiétude, au prix de la désespérance de la jeunesse et de la déstabilisation de l'ensemble de la société.

C'est pour toutes ces raisons que le parti socialiste a décidé d'accorder une priorité à la jeunesse. Il ne s'agit pas d'engagements en l'air ou d'effets de tribunes. Il s'agit d'une véritable priorité politique qui doit mobiliser non seulement les énergies mais aussi des moyens.

- Une des propositions que nous avons formulées consiste en la création de 350 000 emplois publics en deux ans. Pour l'essentiel, ce sont les collectivités locales, et notamment les communes, qui sont concernées : services aux personnes, animation, prévention, défense de l'environnement...les besoins ne manquent pas.

-4-

2) Faire progresser, partout où cela est possible, le pouvoir d'achat.

Il est urgent de remettre notre pays sur le chemin de la croissance et donc de la consommation.

- En l'espace de quinze ans, les richesses créées ont de moins en moins été affectées aux salaires. Comment dès lors s'étonner que la consommation soit si faible ? Pour consommer, il faut avoir de l'argent !

- Nous savons que toutes les entreprises ne sont pas en situation d'augmenter les salaires. Mais nous savons aussi que beaucoup pourraient faire davantage. Nous proposons que l'Etat s'engage pour que s'ouvrent des discussions entre les partenaires sociaux à l'occasion d'une "conférence salariale".

3) La réduction du temps de travail

- Tout est bloqué depuis 1982. Il faut reprendre le mouvement.

- Un projet de société : le temps libéré ; Léo Lagrange...

- Un projet de lutte contre le chômage

-5-

"L'affaire Renault"

L'annonce de la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde et d'un plan de licenciements en France provoque une légitime indignation. Mais il est toujours suspect qu'un conflit social dur provoque, comme ici, un consensus idéologique mou. Aussi me paraît-il nécessaire de combattre la confusion.

- La première confusion porte sur la méthode employée. Elle a été largement dénoncée. Il est vrai qu'elle constituait un mélange d'arrogance et de brutalité insupportables. Mais cette dénonciation, venant d'un gouvernement en responsabilité, avec un Etat actionnaire à 46%, manque cruellement de crédibilité. Et, davantage encore, il est choquant de condamner d'autant plus fort la procédure pour mieux occulter l'accord sur le fond.

Or, ce qui est inacceptable, c'est la décision elle-même, c'est cette absence d'imagination qui aboutit encore et toujours à recourir aux licenciements, c'est ce refus d'engager la réduction du temps de travail dont l'urgence se fait de plus en plus sentir.

- La seconde confusion porte sur l'Europe sociale. Le chœur unanime déplorant les faiblesses de l'Europe sociale, traduit en réalité une profonde divergence d'analyse. Car qui peut croire que le progrès social ait jamais été octroyé ?

-6-

Il a toujours été conquis, sur la base d'un rapport de forces.

Soit rapport de forces politique, en portant la gauche au pouvoir, et j'espère que les prochaines élections en Grande-Bretagne verront nos camarades travaillistes l'emporter... et la charte sociale enfin ratifiée par nos voisins d'Outre-Manche.

Soit rapport de forces social, et "l'euro-grève" déclenchée pour la première fois simultanément en France, en Belgique et en Espagne constitue un premier pas encourageant.

Demain, je serai à Bruxelles, avec Lionel Jospin et le parti des socialistes européens pour manifester contre la fermeture de l'usine de Vilvorde.

Un an pour gagner

- La victoire de la gauche est nécessaire non seulement pour la France mais aussi pour l'Europe : une volonté claire de faire l'Europe mais la nécessité de réorienter la construction européenne : les quatre conditions à la monnaie unique :

. un gouvernement européen face à la banque centrale

. une monnaie unique avec l'Europe du sud (notamment l'Italie et l'Espagne) contre le seul noyau dur

-7-

. une Europe de la croissance (plan Delors) contre le seul pacte de stabilité

. un Euro qui n'est pas surévalué par rapport au dollar et au yen.

- La victoire de la gauche est difficile (on n'a jamais gagné de législatives autrement que dans la foulée d'une élection présidentielle) mais elle est possible.

. C'est déjà un acquis formidable si l'on se souvient d'où l'on vient : en 1993, plus lourde défaite de notre histoire; 1994, 14% aux Européennes; début 1995, le PS sans candidat aux présidentielles.

. Tout dépend de nous. Nous avons bien fait de désigner les candidats un an avant. Maintenant, au travail, sur le terrain !